

Équation pétrolière à plusieurs inconnues



Les agriculteurs devront scruter l'évolution du prix du baril de pétrole tout au long de l'année 2012. Ce qui est train de se produire illustre une fois de plus à quel point la volatilité des prix des matières premières risquent de s'amplifier, avec, dans le cas du pétrole, une tendance haussière. Si elle se confirmait, cette dernière ne manquerait pas d'alourdir les coûts de production des agriculteurs. Plusieurs inconnues doivent être observées à la loupe, afin de se préparer à une année de turbulences sur le marché pétrolier.

En dépit du développement des productions d'énergies renouvelables, l'inertie énergétique reste élevée dans les économies industrialisées et émergentes, en particulier dans le secteur des transports qui absorbe encore une part importante du pétrole produit dans le monde. C'est pourquoi les acteurs de l'économie, et notamment les agriculteurs, auront à conserver un œil attentif sur l'évolution du prix du baril de pétrole et donc de ses dérivés, dans les années à venir puisque c'est un poste souvent décisif qui entre dans le calcul des coûts de production. Alors que les principales matières premières agricoles ont terminé l'année sur un repli parfois assez net, le pétrole présente cette particularité de résister aux perspectives négatives affichées par les organismes de conjoncture en matière de croissance économique. Malgré les récessions qui s'annoncent ici ou là, du ralentissement prononcé de l'économie chinoise, le marché pétrolier demeure très tendu. On pouvait s'attendre en effet à une contraction de la demande impulsée par le retournement de la conjoncture dans la plupart des économies de la planète. À la fin du mois de décembre, le prix du baril « light sweet crude » a en réalité gagné plus de 6 dollars, franchissant le seuil symbolique des 100 dollars. Les prévisions indiquent d'ailleurs que le prix du baril se maintiendrait aux alentours de la centaine de dollars durant l'année 2012, se rapprochant du même coup du prix du Brent (108 dollars).

Comment expliquer ce paradoxe ? D'abord par des facteurs purement économiques, ensuite par des éléments de géopolitique, lesquels viennent se greffer de plus en plus sur le processus de formation des prix de l'énergie. S'agissant des premiers, il est manifeste que l'affaiblissement de l'économie chinoise ne la dissuade pas de poursuivre ses achats de pétrole, et son appétit de pétrole ne faiblit pas. Elle est suivie en cela par les autres pays émergents, comme l'Inde, qui accroissent également leur demande d'hydrocarbures. La demande mondiale devrait

ainsi augmenter de quelque 1,5% en 2012 par rapport à 2011. Du côté de l'offre, on sait que les investissements pour dégager de nouvelles ressources pétrolières des gisements *offshores*, de plus en plus profonds, ou des schistes, doivent s'intensifier, et qu'ils sont particulièrement coûteux, exigeant une élévation du prix du baril pour les rentabiliser à moyen terme.

Mais à ces dimensions économiques stricto sensu s'ajoutent désormais et de plus en plus des facteurs relevant de la géopolitique. Le printemps arabe a suscité quelques craintes du côté de la principale monarchie pétrolière, l'Arabie Saoudite, qui, redoutant une contagion des révolutions égyptiennes, tunisiennes et libyennes, a programmé un plan quinquennal d'investissements d'environ 140 milliards de dollars, portant principalement sur une hausse du salaire des fonctionnaires et sur des constructions de logements, afin de stériliser les impatiences de la population. Le pouvoir saoudien a donc puisé dans son budget pour financer ce plan et escompte du même coup une hausse du prix du pétrole pour le couvrir. Le plus inquiétant pour l'économie mondiale est l'attitude actuelle de l'Iran, qui, en réaction aux sanctions économiques que pourraient adopter l'Europe et les États-Unis, menace de fermer le détroit d'Ormuz par où transitent plus de 40% des exportations mondiales de pétrole. Toutes ces inconnues font que l'équation pétrolière devrait trouver sa solution dans un prix du baril élevé, voire davantage.

L'économie a sans doute ses lois, mais elles s'interpénètrent avec l'état des relations internationales. Crise et tensions géopolitiques, voilà de quoi rendre passionnante mais dans le même temps inquiétante l'année 2012.

Meilleurs vœux à toutes et à tous

Contact : Thierry POUCH



**Assemblée Permanente
des**

Chambres d'agriculture

9 avenue George V

75008 Paris

Tél : 01 53 57 10 10

Fax : 01 53 57 10 05

Email : accueil@apca.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

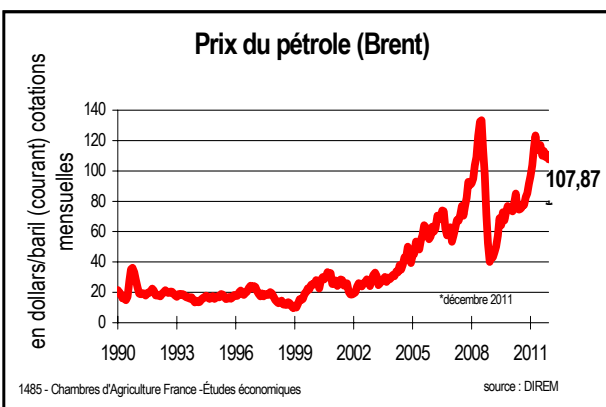
Etablissement public

Siret 180070047 00014

www.chambres-agriculture.fr

**Avec la participation finan-
cière du CasDAR**

Niveau encore élevé pour le prix du pétrole



Le prix du baril de pétrole reste très ferme malgré la crise actuelle et les risques de récession qui se confirment. Aux facteurs de demande s'ajoutent des paramètres plus spécifiquement liés à l'offre des producteurs de pétrole. Il faut donc s'attendre à un prix du baril assez élevé dans les prochains mois, projection contenant les germes d'un alourdissement des coûts de production pour certains secteurs. Dit autrement, les incertitudes sur l'issue de la crise actuelle ne modifieront pas vraiment la donne sur le marché pétrolier. Les prévisions calées sur 2035 indiquent même que la demande mondiale devrait s'accroître de quelque 15%. Si les investissements ne suivent pas pour extraire du pétrole, les tensions sur le prix se renforceront selon l'Agence Internationale de l'Énergie.

Quels débouchés pour les sous-produits d'animaux ?

« **Seulement 30 à 40% d'un animal vif, selon l'espèce, se trouvent commercialisés en tant que viande** » indique le **SNIV-SNCP (Syndicat des entreprises françaises des viandes)**. Le reste est considéré comme « **coproduits animaux** » (ou **sous-produits animaux**). Alors que les débats sur l'éventuel retour de certaines farines animales ressurgissent régulièrement, se pose la question de l'utilisation des co-produits de la viande. Certains produits sont destinés à l'alimentation humaine (abats notamment), certains sont détruits et les autres sont valorisés dans différents secteurs (alimentation animale, oléochimie, fertilisation, produits de cuirs, ...).

La consommation des ménages français en abats et autres coproduits animaux recule

Les achats des ménages français en abats d'animaux de boucherie diminuent régulièrement. En 2011, ils ont baissé de 3 % en volume (Source FranceAgriMer, d'après le panel Kantar, cumul sur 11 mois). Dans le même temps, leurs prix ont augmenté de 6 %. Selon FranceAgriMer, ces évolutions sont à mettre en lien avec une méconnaissance des produits et de leur mode de préparation pour les ménages les plus jeunes, un manque de références, un déficit d'offre dans les grandes et moyennes surfaces, et une élasticité au prix relativement importante.

Certaines catégories de sous-produits animaux sont détruites

Les crises « de la vache folle » ont marqué les consommateurs européens et l'utilisation des sous-produits animaux est encadrée par la législation. Ainsi, les Matériels à Risques Spécifiés de ruminants (MRS)¹ ou les animaux morts hors d'un abattoir, notamment, sont détruits. Les farines animales ainsi produites disposent d'un fort pouvoir calorifique, ce qui leur permet d'être valorisées comme biocombustible pour les cimenteries ou usines d'incinération.

La production française de cuirs et peaux brut de bovins atteint 137 milliers de tonnes

Par ailleurs, la France produit également 3,5 millions de cuirs et peaux de gros bovins et 1,5 million de peaux de veaux (aux retraits et pertes près) d'après FranceAgriMer.

Le marché de l'alimentation des animaux de compagnie se développe

Les sous-produits animaux issus d'animaux sains abattus en abattoirs et déclarés propres à la consommation humaine ont trouvé de nouveaux débouchés, notamment l'alimentation pour animaux domestiques : le « petfood ». Il s'agit du principal débouché des farines animales, ou PAT (Protéines Animales Transformées) avec 73 % des 442 387 t de la production en 2010. Ce marché continue sa progression avec + 2,5 % en 2010 et constitue un débouché « local » (français) ce qui permet de réduire les coûts de transport. Les corps

gras animaux sont, quant à eux, essentiellement orientés vers l'oléochimie (savons, détergents, lubrifiants, peintures) avec 52 % des volumes, l'alimentation des animaux de ferme (20 %) et l'alimentation des animaux de compagnie (16 %).

Les exportations : un débouché non négligeable

Le SIFCO (Syndicat des Industries Françaises des CO-produits animaux) indique que les exportations constituent une part croissante des débouchés pour les industries françaises des sous-produits animaux. Plus de la moitié des PAT et 70 % des corps gras animaux sont exportés. 90 % des tonnages sont destinés aux autres pays de l'Union Européenne. La France exporte une grande partie des corps gras animaux produits vers des industries de l'oléochimie qui se trouvent en Belgique, en Espagne, en Allemagne ou en Italie.

L'UE 27 est par ailleurs le premier exportateur mondial de coproduits animaux comestibles, suivie par les Etats-Unis. Les importations mondiales de coproduits comestibles ont progressé depuis 2006, en lien avec la demande mondiale, notamment de la part de la Chine/Hong Kong. Avec le Mexique, la Russie, la Chine/Hong Kong sont les principaux importateurs mondiaux de sous-produits animaux comestibles en volume. Dans certains pays, comme la Chine ou l'Egypte par exemple, la consommation d'abats est prisée et la hausse du PIB devrait entraîner une augmentation de la consommation. En revanche, en Russie ou au Mexique, où la consommation d'abats est moins valorisée, l'amélioration des revenus pourrait conduire à la baisse des importations.

	Part du poids directement destinée à la consommation humaine (%)	Sous-produits (%)
Ovins-Bovins-Caprins	53	47
Porcins	62	38
Volailles	68	32
Poissons	55	45

Source Syndicat des Industries Françaises des COproduits animaux

Pour en savoir plus :

Site du SIFCO (Syndicat des Industries Françaises des COproduits animaux) : <http://www.sifco.fr>
Daniel L. Marti, Rachel J. Johnson, Kenneth H. Mathews (Economic Research Service, United States Department of Agriculture) - **Where's the (Not) Meat? - Byproducts From Beef and Pork Production - Novembre 2011 - www.ers.usda.gov**

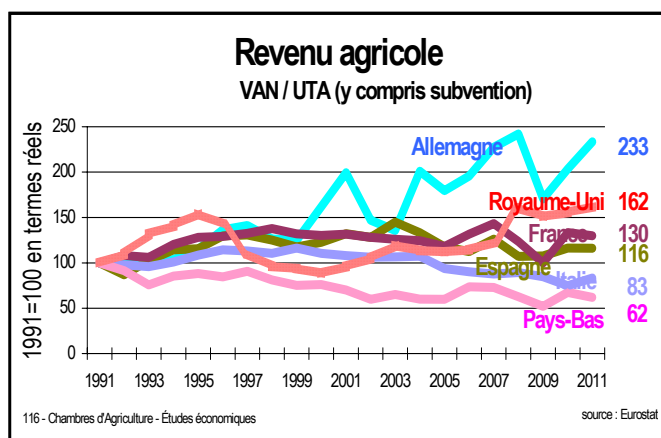
Contact : Viviane PONS



¹ colonne vertébrale, yeux, cerveau, moelle épinière, ...

Baisse tendancielle du revenu agricole en Europe sauf en Allemagne depuis 2000

Le 20 décembre 2011, la Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale s'est réunie pour publier les comptes de l'agriculture de l'année 2011. Selon l'INSEE, le revenu net d'entreprise agricole aurait reculé de -6.8% entre 2011 et 2010. Plusieurs facteurs expliquent ce recul global. On retiendra surtout que la baisse du revenu de 2011 est imputable, pour l'essentiel à la forte augmentation du prix des intrants (alimentation du bétail, énergie, engrais). Sur long terme, le revenu agricole est entré dans un trend baissier depuis 2000. Quelques jours après cette publication, Eurostat (institut statistique de l'Union Européenne) publiait à son tour, les indicateurs du revenu agricole des États membres de l'UE. Pour la plupart de nos partenaires européens, on constate que la décennie 2000 aura été une décennie de baisse tendancielle du revenu agricole, à l'exception de la France où l'on constate une stabilité. L'Allemagne obtient quant à elle des indicateurs en croissance.



Financement de la protection sociale des actifs agricoles : nécessité d'une solidarité sociale et économique

Le calendrier de la mise en place de la « TVA sociale » s'est accéléré ces dernières semaines. La protection sociale et surtout son financement sont devenus une question d'actualité. C'est l'occasion de rappeler la singularité du système de protection sociale du monde agricole. Et ce d'autant plus que les comptes prévisionnels du régime des chefs et des salariés des exploitations agricoles ont été présentés lors de la CCAN de décembre 2011, dont on vient de parler plus haut.

Rappelons que la protection sociale du monde agricole n'appartient pas au régime général ; c'est un régime spécial géré par la Mutualité Sociale Agricole. Cette singularité n'est pas si singulière car de nombreuses professions ont des régimes de protection sociale qui n'appartiennent pas au régime général (voir, par exemple, le site : <http://www.regimespeciaux.org>).

Puisque l'actualité est au financement de la protection sociale, on portera un regard attentif sur les conditions de financement du régime agricole. Pour les chefs d'exploitation, l'ensemble des dépenses de protection sociale s'élève à près de 17 Milliards d'€ en 2011.

Le point remarquable dans le financement de la protection des chefs d'exploitation, c'est que leurs cotisations sont insuffisantes pour financer à elles seules leurs dépenses sociales (2.9 Mds d'€ de cotisations contre 16.9 Mds d'€ de dépenses). Pour que le budget du compte social des chefs d'exploitation soit équilibré, il faut qu'une forme de solidarité nationale soit mobilisée via le prélèvement d'impôts destinés au financement du régime social agricole (7.3 Mds d'€) et le versement de 5.3 Mds d'€ par les régimes de protection qui sont excédentaires.

Dépenses	16,9	16,9	Ressources
Maladie	7,1	2,9	Cotisations
Vieillesse et retraite	8,7	7,4	Impôts et recettes affectés
Prestations familiales	0,4	5,3	Transferts entre gestion
Autres	0,7	1,3	Solde

Source : Compte social de l'Agriculture

On notera qu'en 2011, le compte social des chefs d'exploitation est déficitaire d'1.3 Md d'€. Ce qui veut dire que l'équilibre sera atteint par un versement de l'État. C'est un élément qui souligne une certaine fragilité structurelle du régime social agricole.

Pour les salariés des exploitations, l'ensemble des dépenses et des recettes de leur compte social est moins élevé : 4.7 Mds d'€. Mais ce qui est frappant c'est que le compte social des salariés des exploitations serait lui aussi déficitaire s'il n'était financé que par les cotisations versées par les salariés agricoles (1.6 Md d'€).

Compte social des salariés des exploitations agricoles (2011) - En milliards d'€

Dépenses	4,7	4,7	Ressources
Maladie	1,9	1,6	Cotisations
Vieillesse et retraite	2,2	3,1	Transferts entre gestion
Prestations familiales	0,4		
Autres	0,2		

Source : Compte social de l'Agriculture

Ce regard rapide sur le compte social de l'agriculture rappelle que le financement de la protection sociale est une question de solidarité entre les différents acteurs de l'économie nationale.

Contact : Didier CARAES



¹ Tous les documents présentés à la CCAN du 20 décembre sont disponibles sur internet : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/comptes-de-l-agriculture-revenu/>

Les États-Unis célèbrent les 150 ans de leur Ministère de l'agriculture (USDA)

L'année 2012 va être riche en événements. De l'autre côté de l'Atlantique, l'actualité politique sera bien évidemment centrée sur l'élection présidentielle de novembre. Dans le domaine agricole, deux événements retiendront l'attention. D'abord la mise en œuvre d'un nouveau Farm Bill, qui couvrira en principe la période 2012-2018, et sur lequel il conviendra de revenir en temps utile. Ensuite, ce sera, dans un peu plus d'une centaine de jours, le 150^{ème} anniversaire de la création de l'*United States Department of Agriculture* (USDA), le Ministère américain de l'agriculture. C'est en effet en 1862 que le Président Abraham Lincoln promulgua la loi instituant l'USDA (pour mémoire, le Ministère Français de l'Agriculture fut créé le 14 novembre 1881). En 1862, plus de 50% de la population travaillaient dans le secteur agricole. Il s'ensuivait que la création de l'USDA s'inscrivit dans l'idée selon laquelle l'activité agricole touchait, de près ou de loin non seulement ceux qui y consacraient leur travail, mais également tous les autres citoyens américains, dans la mesure où il fallait garantir leur approvisionnement alimentaire. Le point de vue de Lincoln était par conséquent que l'agriculture concernait chaque américain à chaque moment de son existence.

Cette célébration, pour importante qu'elle soit, au regard de l'histoire mouvementée de l'agriculture américaine, en particulier durant les années trente (c'est d'ailleurs en 2013 que l'on célébrera les 80 ans de l'*Agricultural Adjustment Act* de 1933, véritable loi fondatrice de la politique agricole moderne), intervient par ailleurs à un moment où ce secteur s'interroge sur son devenir. À l'instar de ce qui se passe en France à quelques encablures de la prochaine réforme de la PAC, les autorités américaines entendent développer une agriculture répondant aux aspirations des populations américaine et mondiale. Dit autrement, il s'agit de promouvoir de ce côté-ci de l'Atlantique, une alimentation quantitativement et qualitativement sûre. Pour atteindre cet objectif, l'USDA donne une impulsion réelle pour que l'agriculture américaine prenne le tournant des défis du XXI^{ème} siècle (productivité, sécurité sanitaire, environnement, progrès technique...), nécessitant qu'une part des financements soit consacrée à la recherche et l'innovation.

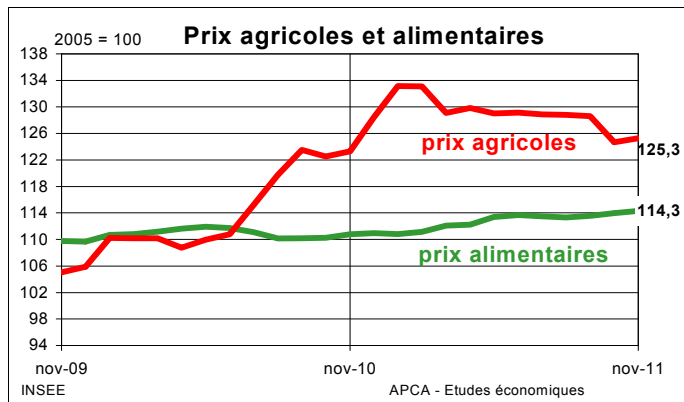
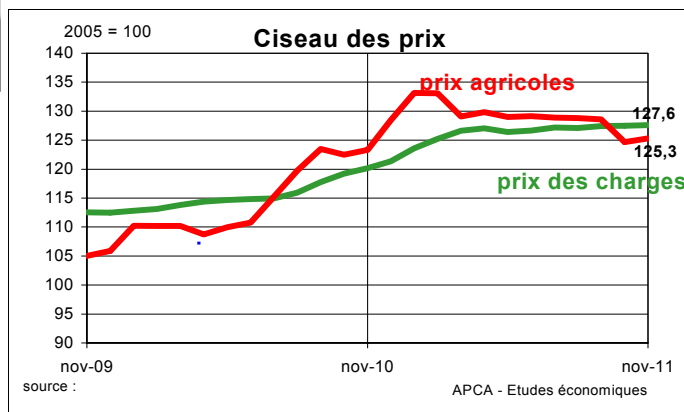
Pour les américains, les 150 ans de l'USDA sont enfin une occasion de rappeler que l'agriculture constitue un secteur clé pour leur économie et leur société. Que ce soit en termes de contribution au PIB, au commerce extérieur, de bien-être des citoyens américains ou encore en termes de géopolitique, l'agriculture, qui ne représente plus aujourd'hui que 2% de l'emploi, n'en demeure pas moins un secteur qui pèse dans l'économie, mais aussi dans l'imaginaire américain. Un anniversaire offrant une occasion supplémentaire de se pencher sur cette énigme qu'est l'agriculture au pays de la finance, de la haute technologie et de la libre entreprise.

Contact : Thierry POUCH

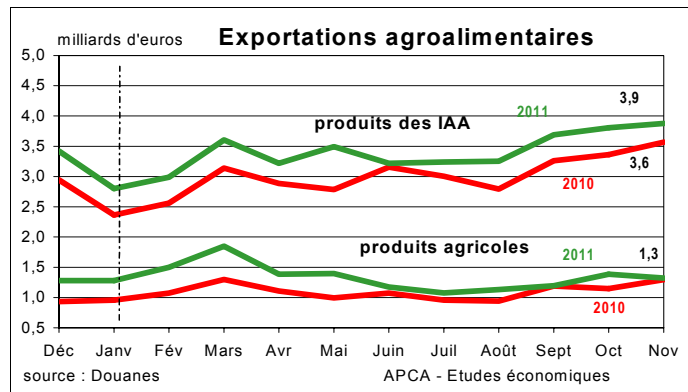
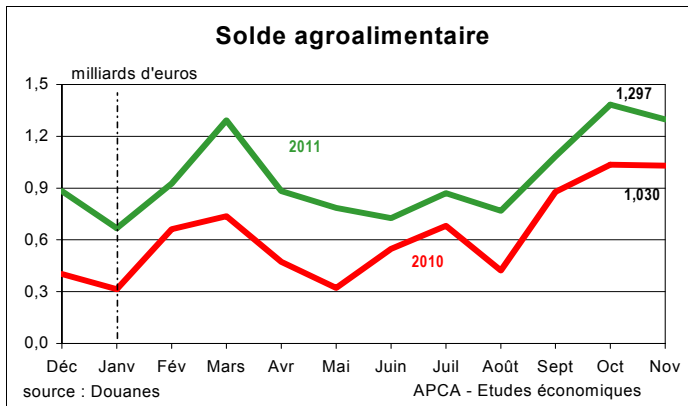


Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V—75008 Paris
Réalisation : Hafida FATAH



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,27	3,17	4,09
Prix agricoles	0,49	1,61	19,27
Prix des charges	0,10	6,19	13,37
Inflation	0,27	2,51	4,13



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En novembre	Cumul 11 mois
2011	1,297	10,684
2010	1,030	7,104